

Colère agricole : comprendre l'hostilité des agriculteurs envers l'OFB



L'Office français de la biodiversité (OFB) est au coeur de vives tensions avec le monde agricole.

© JC MILHET / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

Société

Présenté par certains comme "l'ennemi des agriculteurs", l'Office français de la biodiversité (OFB) est au coeur de vives tensions avec le monde agricole. Plusieurs syndicats dénoncent une multiplication des contrôles ainsi que des sanctions jugées disproportionnées. Pourtant, l'organisation réfute ces accusations et affirme que seuls 15 % des procédures judiciaires qu'elle engage concernent des exploitants agricoles.

En 2025, pas moins de 90 manifestations, actions symboliques et actes de vandalisme visant les agents de l'[OFB](#) ont été recensés. En effet, les tensions qui bousculent le monde agricole ont conduit à une hausse des attaques envers la police environnementale.

Créé en 2020, l'Office français de la biodiversité a pour mission de **protéger et de restaurer la biodiversité**. L'établissement compte près de 3 000 agents, dont environ 2 000 sont déployés sur le terrain. Parmi eux, 1 700 inspecteurs de l'environnement disposent de pouvoirs de police administrative et judiciaire. Ils veillent notamment au respect de la réglementation sur l'usage des pesticides, à la lutte contre les pollutions de l'eau et à l'application des arrêtés de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse.

L'émergence de nouvelles autorités répressives autour de l'eau, puis de la nature, est perçue comme une provocation

15 % des procédures concernent les agriculteurs

En 2025, selon le rapport de l'OFB, 154 344 contrôles administratifs ont été réalisés sur l'ensemble du territoire, soit une hausse de 13,7 % en un an. Lorsque ces contrôles révèlent des atteintes à l'environnement, les inspecteurs transmettent leurs constats aux autorités. Les rapports administratifs ont ainsi progressé de 29 %, tandis que 11 733 procédures judiciaires ont été engagées, en augmentation de 14,3 % par rapport à l'année précédente.

Pour autant, les agriculteurs ne constituent qu'une part limitée des personnes visées par ces procédures. Selon l'OFB, **seuls 15 % des dossiers judiciaires les concernent**.

L'Office français de la biodiversité souligne également que les opérations de contrôle se sont déroulées dans un climat globalement apaisé. Au cours de l'année, 132 situations de tension impliquant 225 usagers ont été recensées, soit seulement 0,15 % des personnes contrôlées. Près de la moitié de ces incidents ont été désamorcés par le dialogue. Les agents n'ont sorti leur arme de service qu'à sept reprises, uniquement face à des individus armés et menaçants, principalement lors d'opérations de lutte contre le braconnage en Outre-mer. L'OFB précise qu'aucun tir n'a été effectué par ses agents en 2025.

D'où vient cette hostilité ?

Les tensions entre le monde agricole et l'Office français de la biodiversité ne datent pas d'hier. Dès 2024, soit seulement quatre ans après la création de l'établissement, des agriculteurs avaient multiplié les actions de contestation contre les agents de l'OFB afin de dénoncer un "surcontrôle".

Dans l'ouvrage "Polices environnementales sous contraintes" (éditions Rue d'Ulm, février 2024), les auteurs expliquent que "pour des agriculteurs déjà dépendants de plusieurs autorités publiques, l'émergence de nouvelles autorités répressives autour de l'eau, puis de la nature, est perçue comme une provocation". Ils ajoutent que "la police de l'eau et de la nature est une figure repoussoir qui symbolise une contrainte écologique bureaucratique" et que **"les inspecteurs sont dépeints comme des "cow-boys", voire des "ennemis" des agriculteurs"**.

Plus récemment, la nomination de l'écologiste Anne Le Strat à la direction générale de l'OFB a ravivé les critiques. Cette désignation a suscité l'opposition d'une partie du monde agricole, mais aussi de plusieurs élus. Le député RN Aurélien Dutremble a ainsi dénoncé un "basculement inquiétant de l'OFB vers une écologie trop extrême, idéologique et militante".

Des solutions mises en place

Pour tenter d'apaiser les tensions, l'Office français de la biodiversité cherche à **renouer le dialogue** avec le monde agricole. En mars 2026, le service départemental des Alpes-de-Haute-Provence a ainsi reçu les représentants des principaux syndicats agricoles du département afin d'échanger sur les enjeux agricoles et environnementaux du territoire.

À cette occasion, les agents ont présenté les missions de l'OFB ainsi que le bilan des actions menées en 2025 en lien avec les exploitants agricoles. Les échanges ont également porté sur la mise en oeuvre des dix mesures destinées à instaurer un dialogue entre les inspecteurs et les agriculteurs à la suite de la crise agricole de 2025.

Fin juin, l'OFB a également lancé une plateforme de signalement afin de mieux encadrer les interventions de ses inspecteurs et de prévenir les situations conflictuelles. Accessible à toute personne souhaitant signaler un comportement, pour elle-même ou pour un tiers, cet outil vise à renforcer la transparence des contrôles. L'établissement précise que les signalements ne sont pas anonymes, mais que les données recueillies ne sont pas transmises en dehors du dispositif.